

RESOUDRE LA CRISE POLITIQUE EN RD CONGO DANS LE STRICT RESPECT DES ASPIRATIONS LEGITIMES DE LA MAJORITE DE LA POPULATION CONGOLAISE

La République démocratique du Congo est à un tournant critique de son histoire à cause de la volonté de Monsieur Joseph Kabila de conserver le pouvoir à tout prix, au-delà de la limite de deux mandats imposée par la Constitution. A cette fin, il a utilisé divers stratagèmes suivants pour postposer l'élection de son successeur dont :

- le rétrécissement des libertés publiques et individuelles et des droits constitutionnels garantis aux citoyens et à l'opposition ;
- l'instrumentalisation de la CENI (la Centrale électorale chargée d'organiser les élections) et du pouvoir judiciaire au profit du camp présidentiel ;
- le recours abusif à l'armée, la police et aux services de sécurité, inféodés au pouvoir, pour gouverner par la force et la terreur;
- les intimidations, les arrestations arbitraires, l'assassinat et les détentions illégales des opposants et des acteurs de la société civile et des médias ;
- une répression sanglante systématique à toute opposition à cette tentative démocratocide, en janvier 2015, puis en septembre et en décembre 2016. Plusieurs dizaines de manifestants ont perdu la vie dans l'exercice de leur droit de manifester pour réclamer des élections crédibles dans les délais constitutionnels en RDC ;
- la multiplication délibérée de foyers de tension sur toute l'étendue du territoire national.

Cette stratégie liberticide a plongé le pays dans une situation socioéconomique chaotique au bord de l'implosion : des crises enchevêtrées, sécuritaire, humanitaire, politique et économique aux conséquences dévastatrices pour le peuple congolais et qui risquent de déstabiliser davantage la sous-région déjà instable.

En dépit de toutes ces ignobles manœuvres perpétrées aux yeux de tous, une rallonge d'une année a été accordée à Monsieur Joseph Kabila, suite à un accord signé le 31 décembre 2016 par la coalition au pouvoir et les principaux partis d'opposition du pays, un accord négocié sous l'égide de l'Église catholique et soutenu par des donateurs internationaux clés.

Au lieu de s'atteler à la mise en œuvre intégrale et loyale de cet accord de partage du pouvoir qui prévoyait des élections avant la fin de 2017 et des mesures pour désamorcer les tensions et ouvrir l'espace politique, Monsieur Joseph Kabila s'est plutôt ingénié à renforcer son emprise sur le pouvoir. Et ce, notamment par la corruption, le débauchage des opposants, le mensonge, la violence à grande échelle et la répression brutale contre l'opposition politique, les activistes des droits humains, les journalistes et les manifestants pacifiques. Monsieur Joseph Kabila et son entourage ont utilisé tous les leviers du pouvoir pour étouffer toute voix discordante, écraser et éliminer toute opposition et conserver le pouvoir.

Depuis la signature de cet accord, le gouvernement congolais et les forces de sécurité sont allés jusqu'à mettre en œuvre une «stratégie du chaos» dans les deux provinces du Kivu, la Province orientale et en plus récemment dans la région du Kasai méridional, où jusqu'à 5 000 personnes ont été tuées, dans un

conflit fomenté sciemment par le bafouement calculé du processus de transmission du pouvoir coutumier. Près de 90 charniers sont dispersés dans la région, et la plupart contiennent des corps de civils et de miliciens tués par les forces gouvernementales. 600 écoles ont été attaquées ou détruites et 1,4 million de personnes ont été déplacées, dont 33 000 ont fui vers l'Angola voisin. Deux enquêteurs de l'ONU, un citoyen américain et une citoyenne suédoise et leurs accompagnateurs congolais ont été tués alors qu'ils enquêtaient sur de graves violations des droits humains dans la région. Les officiels du gouvernement et de la CENI se sont empressés d'évoquer la violence dans les Kasais comme l'une des principales raisons pour lesquelles les élections ne pouvaient pas avoir lieu en 2017.

Entretemps, la répression contre les dirigeants et les partisans de l'opposition, les militants des droits de l'homme et de la démocratie, les manifestants pacifiques et les journalistes, s'est poursuivie sans relâche. Les forces de sécurité ont abattu plus de 170 personnes et en ont blessé plusieurs lors de manifestations pacifiques en 2015 et 2016. En 2017, les forces de sécurité ont tué au moins 90 personnes dans le cadre de la répression contre les membres du mouvement politique du Bundu dia Kongo (BDK).

Lors d'une manifestation organisée par des activistes pro-démocratie et des dirigeants de l'opposition à Goma le 30 octobre 2017, les forces de sécurité ont abattu cinq civils, dont un garçon de 11 ans et 15 autres ont été blessés.

Au moins 350 dirigeants et sympathisants des partis d'opposition ainsi que des militants des droits de l'homme et de la démocratie ont été emprisonnés depuis le début de l'année 2017. La plupart ont été jugés sur base d'accusations forgées de toutes pièces. Beaucoup ont été maltraités ou torturés en détention. En juillet, des hommes armés non identifiés ont tiré sur un juge qui a refusé de rendre une décision contre un dirigeant de l'opposition déclaré candidat à la présidence.

L'espace pour les médias indépendants et les organisations de la société civile au Congo a diminué à un rythme alarmant. Le gouvernement a fermé les médias congolais, arrêté près de 40 journalistes depuis le début de l'année, mis à la porte des journalistes et des chercheurs internationaux, et restreint périodiquement l'accès aux médias sociaux. Au début du mois de novembre, le ministre congolais de la Justice a présenté une loi au parlement qui met en place de nouveaux contrôles stricts et restreint sévèrement la capacité des organisations non gouvernementales congolaises et internationales à opérer dans le pays.

L'an 2017, concédé à Monsieur Joseph Kabila pour éviter un bain de sang a été caractérisé par : des milliers de morts, plus de 4 millions de déplacés forcés, 2 experts civils des Nations unies et leurs accompagnateurs congolais abattus, 17 casques bleus abattus et, aujourd'hui, des meurtres de paroissiens jusque dans les églises. Preuves d'un accroissement de la violence et de l'absence de toute limite dans le chef d'un régime qui a démontré qu'il entend coûte que coûte se maintenir au pouvoir.

Malgré tous ces graves manquements et la mauvaise foi avérée de Monsieur Joseph Kabila et de son régime, lors de sa visite en RDC, l'ambassadeur des États-Unis auprès des Nations Unies, Nikki Haley, s'est juste contentée de presser Monsieur Joseph Kabila à tenir des élections avant la fin de 2018. En réponse à l'exigence de l'ambassadeur Haley, la Commission électorale nationale du Congo (CENI) a publié un nouveau calendrier électoral, le 5 novembre 2017, fixant le 23 décembre 2018 comme date des élections présidentielles, législatives et provinciales, soit plus de deux ans après la fin du mandat constitutionnel de Monsieur Joseph Kabila, responsable premier du blocage du processus électoral et par conséquent de la crise multidimensionnelle qui a conduit le pays au bord du précipice !

L'accueil positif réservé à ce calendrier par des membres influents de la Communauté Internationale a été vécu par beaucoup de congolais comme une trahison car perçu comme signifiant un feu vert donné à Monsieur Joseph Kabila pour continuer sa tactique dilatoire afin de rester au pouvoir une autre année voire définitivement, malgré l'absence de légitimité constitutionnelle et la terreur qu'il inflige à la population congolaise.

Le dimanche 31 décembre, l'infamie a atteint un niveau sans précédent en RDC. Plongées dans un blackout total, Kinshasa, tout comme les principales villes du pays, ont vécu une absolue tragédie. Pour la première fois, des unités d'intervention rapide de l'élite de l'armée, ont été déployées dans les rues, barricadant même les principaux boulevards. Des **mercenaires** ont été engagés pour massacrer des manifestants pacifiques. Des églises ont été scellées et des prêtres enlevés, des enfants de cœurs de moins de 16 ans arrêtés! Des chrétiens dans l'église (propriété privée) en plein culte, ont été arrosés de gaz lacrymogènes. Indistinctement des gens qui ne commettaient aucun acte répréhensif ont été tabassés, y compris des femmes âgées. Des balles réelles ont été tirées sur des manifestants pacifistes qui portaient des branches d'olivier, des chapelets, des bibles et des crucifix. Ce sont là de véritables cas de crimes contre l'humanité qu'a commis la soldatesque de Monsieur Joseph Kabila.

Au regard de la répression, des abus, de la corruption, de la violence et des tueries qui ne cessent de s'amplifier, il est illusoire d'imaginer des élections crédibles et pacifiques avec monsieur Joseph Kabila toujours en fonction. Aucun démocrate ne resterait silencieux face un président **hors mandat** qui commet de tels agissements.

C'est pourquoi, au nom de droits humains et de notre humanité responsable, nous lançons un appel à tous les démocrates de conjuguer leurs forces pour sauver ce pays stratégique au cœur de l'Afrique car **constater et dénoncer ne suffisent plus.**

Des mesures fortes s'imposent :

1. Contraindre Monsieur Joseph Kabila à respecter enfin la constitution et reconnaître son inéligibilité aux futures élections.
2. Soutenir la mise en place d'une transition sans Monsieur Joseph Kabila, pilotée par un collège composé de personnalités imminentes de la société civile et d'experts. Collège qui s'attèlera à la relance d'un processus électoral crédible, la stabilisation de l'État et, aussi surtout, à établir les bases de la consolidation de la démocratie, de l'État de droit et de la bonne gouvernance.
3. Étant la cause première de l'enlisement politique actuel, ne plus le considérer comme l'interlocuteur légal et crédible de la RDC et l'écarter de tout processus de résolution de la crise qu'il a délibérément engendrée ;
4. Que des sanctions fortes, immédiates et directes contre monsieur Joseph Kabila et ses proches soient prises et appliquées ;
5. L'application effective et stricte des sanctions déjà prises à l'encontre de certains membres du gouvernement (Cfr octroi de visa à Mr Mende alors sous sanction) et de l'armée responsables des graves violations des droits humains et du blocage du processus électoral.

Des élus et mandataires belges d'origine congolaise